

ÉCHEC DE LA CAMPAGNE DE VACCINATION CONTRE LA RUBÉOLE ET LA ROUGEOLE

Pourquoi une telle réticence ?

Après la campagne polémique de l'an dernier, le ministère de la Santé a lancé une autre campagne de vaccination contre la rubéole et la rougeole pour près de 5 millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans dans tous les Etablissements publics de santé de proximité (EPSP). Une campagne qui a encore échoué, de l'aveu même du directeur de la prévention et de la promotion de la santé au ministère.

Ilhem Tir- Constantine- (Le Soir)- Comment expliquer les réticences multiples et de plus en plus marquées aux différentes campagnes lancées pour la vaccination ? Pourquoi y a-t-il des professionnels de santé qui vont refuser la vaccination à leurs enfants ? La décharge exigée par les directeurs d'établissements en mars 2017 comme préalable à la vaccination a créé un véritable frein et le constat est alarmant. Pour cette dernière campagne, le ministère de la Santé avait décidé qu'elle ne se déroulerait pas au sein des établissements scolaires pour éviter la polémique et la psychose qui ont entouré la campagne de 2017. «C'est, là, un premier faux-pas», estime le D^r B. Mohamed Habib qui s'est demandé «Quel est l'inté-

rêt d'une vaccination scolaire qui se passe durant les vacances scolaires». Il ajoute : «Le manque d'information ou la désinformation est à l'origine de la réticence même pour les professionnels de la santé car l'information n'est pas toujours accessible et, généralement, on apprend le décès d'un patient ou le rejet d'un produit par la presse et non pas par les canaux internes, à savoir la Direction de la santé, le ministère ou le centre de pharmacovigilance.» Pour cette dernière campagne, le ministère de la Santé avait annoncé avoir déployé, en coordination avec le ministère de l'Education nationale, tous les moyens matériels et humains. Les équipes médicales ont été renforcées pour aider les staffs des ser-

vices de la santé scolaire et tout un programme de sensibilisation a été mis en place via des flashs publicitaires sur les chaînes de la Radio nationale et locales ainsi que la distribution de dépliants aux parents. Un effort qui s'est avéré incomplet en l'absence de répondant au premier jour de cette campagne passée inaperçue pour ne pas dire dans l'indifférence totale des parents d'élèves qui précisent qu'ils n'ont pas été informés au préalable. Après les vacances, les parents se sont montrés sceptiques une fois encore. «Je ne suis pas au courant et mon fils ne m'a remis aucune convocation ou rendez-vous pris pour un éventuel vaccin», a souligné M^{me} Hadj Brahim Saïda, une parente d'élève et présidente de l'association des parents d'élèves d'un CEM à la nouvelle ville Ali-Mendjeli. De son côté, M. Filali, père de 3 enfants scolarisés à la cité Elbir, s'est demandé «pourquoi on vaccine nos enfants alors qu'ils l'ont été déjà. S'agit-il d'un rappel ? On ne sait rien avec ce qui se passe de nos jours, je préfère ne pas le



Photo : DR

Une campagne qui a encore échoué.

faire.» M. Filali n'est pas seul dans son raisonnement, un autre cadre universitaire témoigne : «J'ai demandé un avis à mon voisin qui est médecin mais lui aussi ne l'a pas fait pour ses enfants, alors...» Par ailleurs, M^{me} Bader, une enseignante dans le cycle primaire, affirme ne pas recevoir de

consignes de la part de la direction de son école pour sensibiliser les élèves et leurs parents. Du côté des EPSP, aucun engouement n'a été enregistré selon les responsables mêmes. Certains parents ayant accompagné leurs enfants au niveau de la polyclinique de la cité Boussouf de Constantine confient avoir vacciné leurs enfants sans hésitation alors que beaucoup affirment avoir «préalablement demandé l'avis d'un pédiatre». Les réticences sont multiples et des fois, les parents se retrouvent face à un dilemme. C'est le cas de M. Foughali, commerçant et père de 4 enfants tous concernés par la vaccination. Ce dernier refuse, pour le moment, l'idée de les soumettre à ce double vaccin contre la rougeole et la rubéole, par peur, dit-il, qu'ils réagissent mal au produit. Pour le D^r Dridi Amel, médecin dans une polyclinique, «la rumeur est à l'origine de la réticence mais le médecin ou le professionnel de santé de proximité peut parvenir à la contrer». Elle estime que «la vaccination repose sur une bonne communication et il faut savoir que tout produit a des effets secondaires et que le risque zéro n'existe pas». Donc, l'échec des campagnes de vaccination est-il dû à une mauvaise communication dès le départ ?

I. T.

A. Bouacha

ENVIRONNEMENT ET ÉNERGIES RENOUVELABLES

M^{me} Zerouati à Annaba

Annaba, ses communes et ses localités a vécu au rythme des étapes de la visite de travail et d'inspection qu'a effectuée la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables M^{me} Fatma-Zohra Zerouati.

Elle était accompagnée du wali de Annaba, Mohamed Salamani. Une visite chargée où l'environnement, l'énergie renouvelable et la bonne gouvernance se sont taillés la part du lion. Elle a procédé à l'inauguration d'un parc véritablement immense pour les sorties aériées de 65 ha.

Les travaux d'agencement ont nécessité une enveloppe financière de 350 millions DA. La ministre s'est longuement attardée à exprimer ses recommandations et conseils dans la gestion de ce nouvel acquis pour la wilaya et insisté sur la nécessité pour la direction en charge de ce parc citoyen de disposer de sa propre source en eau.

A Draâ Erich, sa deuxième étape, M^{me} F.-Z. Zerouati s'est longuement attardée sur la question d'une gestion intégrée de la cité pour la transformer en ville intelligente. Telle qu'une gestion sélective des déchets (triage-compostage), un éclairage public photovoltaïque avec extension aux cages d'escalier. Elle a insisté pour que la démarche soit rapidement mise en application au profit de la population de cette nouvelle ville. Celle-ci atteindra les 100 000 habitants dans les prochaines années. Dans ce nouveau pôle urbain qualifié par la ministre de ville de technologie et d'énergie renouvelable, la ministre a également insisté sur la mise en place des moyens nécessaires à cette finalité.

C'est à l'entreprise située à quelques centaines de mètres Arom Est, spécialisée dans la production des essences de produits naturels bio, que la ministre s'est arrêtée. Elle a encouragé l'investisseur à aller de l'avant avec la

création d'autres gammes. A l'entreprise Fertial, l'étape sera beaucoup plus longue. La ministre s'est en effet longuement attardée à écouter les explications fournies par le DG en matière de protection de l'environnement, notamment dans la commune chef-lieu dont le besoin de ce type d'infrastructure pour réduction de l'impact de la pollution et l'efficacité de l'entreprise dont les activités sont certifiées, notamment celles Iso 50001.

Le ministre et les membres de la délégation ministérielle auront droit à d'autres clarifications sur la biodiversité, l'énergie renouvelable, la lutte contre la pollution et la formation des capacités d'inter-

vention des éléments de lutte contre toute forme d'agression de l'environnement. Ce qui a permis au directeur général de soulever le projet de mise sous terre du projet ammoniac actuellement à l'air libre.

«Pour éviter toute catastrophe éventuelle, il y a lieu de prendre en charge pour sa réalisation le projet d'évacuation des produits polluants vers l'étranger. Cela se fait partout dans le monde pourquoi pas chez nous. D'autant plus qu'en ce qui concerne nos installations, le contrôle réglementaire a été fait et il y a lieu d'intervenir rapidement», dira le directeur général de Fertial.

Avant de rejoindre le cours de la Révolution pour des visites des stands de 3 Epic de wilaya «Epic Annaba Propre» «Epic Amélioration urbaine» et «Epic de

gestion des CET et des décharges contrôlées». M^{me} F.-Z. Zerouati s'est rendue, par ailleurs, à la Maison de l'environnement sise à cité Sidi-Harb où elle a visité les stands des clubs verts et associations de lutte contre la pollution et la défense de l'environnement.

A ce niveau, outre la signature d'une convention entre l'université Badji-Mokhtar et cette structure de son département, la ministre s'est intéressée au programme de formation diplômante en environnement des formateurs des détenus.

La dernière étape de la visite de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables a porté sur l'inauguration du jardin Edough-Sud situé au beau milieu du centre-ville. Ce joyau a, récemment, fait l'objet de travaux de rénovation.

A. Bouacha

BILANS DE LA PJ ET DE LA PAF

Plus de 280 500 affaires de criminalité traitées en 2017 par la DGSN

Les bilans de la police judiciaire (PJ) et de la police aux frontières (PAF) de la Sûreté nationale (DGSN) de l'exercice 2017 étaient hier au centre d'une conférence animée au niveau du forum de la Sûreté nationale à l'Ecole supérieure de police. Première information : 228 500 affaires ont été traitées, soit un taux de résolution de plus de 68%.

Abder Bettache Alger - (Le Soir) - Intervenant en la circonstance, le contrôleur de police, Ali Ferragh, directeur de la police judiciaire à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), a déclaré que «durant l'année 2017, il a été enregistré un volume de 228 793 affaires, ce qui représente un taux de résolution de 68%».

La même source a ajouté que «les grands indicateurs ont

démontré que durant l'exercice 2017, il a été enregistré une hausse des affaires résolues par rapport à 2016». Ce haut responsable de la Sûreté nationale a fait savoir que «les affaires traitées durant l'année 2017 ont conduit les services de police à interpellier 281 768 personnes dont 70% étaient liées aux atteintes aux personnes et aux biens». Pour les affaires liées aux crimes de sang, il a été

indiqué qu'«une diminution significative a été enregistrée, soit 130 affaires résolues en 2017 contre 225 affaires en 2016, alors que les «affaires de coups et blessures volontaires étaient au nombre de 40 822, toutes traitées». Pour ce qui concerne la criminalité économique, l'intervenant affirme que les services de la DGSN ont enregistré durant cette période plus de 686 affaires, alors que celles liées à la cybercriminalité sont au nombre de «2 130 dont 1 570 ont été résolues impliquant une centaine de personnes».

Sur ce même chapitre, les services de la police judiciaire de la Sûreté nationale ont réussi à résoudre 2 062 affaires criminelles

grâce au système automatique d'identification des empreintes digitales Afis (Automated Fingerprint Identification System).

Pour sa part, le contrôleur Hamid Goucem, directeur de la Police de l'air et des frontières (PAF), a fait savoir que «15 627 551 personnes ont été enregistrées à travers les différents postes frontaliers du pays, dont 12 086 400 Algériens et 3 541 151 étrangers».

Il ajoutera que «10 000 ressortissants algériens ont fait l'objet de mesures d'expulsion, rapatriement, refoulement et reconduite aux frontières à partir de l'étranger».

A. B.